

OUVERTURE DE NOUVELLES PHARMACIES

Barkat bafoue la loi

«J'insiste sur la stricte exécution de la présente circulaire», persiste et signe Saïd Barkat. Une nouvelle circulaire, faisant fi de la loi en vigueur, qui vient creuser un fossé entre le conseil national de l'Ordre des pharmaciens et le ministère de la Santé, a également accentué l'anarchie qui règne en matière d'installation et de répartition des officines pharmaceutiques. Que contient cette circulaire adressée aux différentes DSP ? Pourquoi le MSPRH veut-il passer outre les décisions des sections ordinales régionales (SOR) ? Comment «l'exécuter» et à qui profitent les directives de Saïd Barkat ?

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - A l'heure où des sections ordinales régionales dénoncent les agissements non réglementaires des DSP concernant la délivrance «illégal» d'agréments portant ouverture d'officines pharmaceutiques, cette circulaire vient les appuyer dans ce genre de pratiques.

Elle leur octroie l'entière autonomie d'action et les encourage dans le non-respect de la nouvelle carte sanitaire. Si la réglementation et la circulaire ministérielle n°3 du 11/05/2005 relative à l'installation des officines pharmaceutiques dans les zones enclavées, ainsi que l'arrêté ministériel n°2 du 15 janvier 2005 qui fixe les conditions d'installation et de transfert d'une officine pharmaceutique n'ont nullement été respectés lors de l'inscription, dans cette dernière, Saïd Barkat destitue pratiquement le conseil national de l'Ordre des pharmaciens de ses prérogatives.

Des prérogatives pourtant bien définies par la réglementation en vigueur.

Pis encore, il donne aux walis l'entière autorité dans les décisions d'attribution d'autorisations d'installation d'officines. Au lieu de veiller au respect de la réglementation et à la bonne répartition géographique des officines, cette circulaire vient à contre-sens de celles-ci.

Ainsi, la voie reste ouverte à la manipulation et au favoritisme dans la répartition des officines, notamment dans les zones enclavées. Dans ce document officiel, Saïd Barkat estime que «les instances ordinales sont des personnes morales chargées de la gestion d'un service public.

A ce titre, elles disposent de prérogatives de puissance publique et sont soumises en conséquence au contrôle de tutelle de l'Etat», souligne-t-il. Cela dit, la tutelle serait presque en train de mettre «sous résidence surveillée» l'autorité dont jouit le conseil de l'Ordre.

Le conseil national de l'Ordre des pharmaciens se retrouve complètement «destitué» de ses prérogatives. Dans sa décision, le

premier responsable du ministère de la Santé soutient que «le refus de l'Ordre des pharmaciens de faire droit à la demande de certains pharmaciens au tableau, motivé dans la plupart des cas de façon «péremptoire», pour des raisons de non-enclavement des zones et la saturation des communes, ne relève pas des attributions dévolues à l'Ordre».

Or la section ordinale nationale est la première personne morale habilitée à la prise de pareilles décisions.

Barkat soutient, dans la circulaire dont nous détenons une copie, que les dommages causés par les décisions illégales prises par ces instances (SOR) en matière d'inscription, à savoir le «refus illégal, refus injustifié», impliquent la responsabilité de celles-ci vis-à-vis des postulants.

Il affirme que les décisions de ces SOR sont «susceptibles de recours devant les instances judiciaires pour excès de pouvoir». Ici, l'on se demande où se situe cet excès de pouvoir.

Selon Barkat, se «conformant» au décret 92-276, révisé, le rôle des instances ordinales se limite à contrôler l'accès à la profession de pharmacien d'officine, étant donné que nul ne



Photo : Samir Sid

Barkat accentue les problèmes déjà existant dans le secteur.

peut exercer celle-ci s'il n'est pas inscrit au tableau, et à vérifier si le postulant réunit les conditions légales telles que la détention de diplômes pour exercer la profession.

Gardant le meilleur pour la fin, le ministre de la Santé ajoute : «Compte tenu du nombre important de dossiers bloqués au niveau des instances ordinales nationales et afin de remédier à cette situation opposant l'ordre à l'administration, vous est-il demandé de

requérir l'accord du wali afin de passer outre les décisions des sections ordinales régionales empiétant sur les attributions de l'administration des DSP.»

Adressée, entre autres, aux DSP et portant la mention «pour exécution», la circulaire est la preuve incontournable d'un réel «abus de pouvoir» de la part du ministère de la Santé.

Par cette décision, Barkat vient encore une fois bafouer les lois et accentuer les problèmes existant dans

le secteur de la pharmacie.

Cette circulaire aura certainement l'effet d'une bombe à retardement et ne résoudra point les problèmes qui «rongent» progressivement la profession.

En tout cas, le bureau national de section ordinale et toutes les sections ordinales régionales doivent tenir demain dimanche une réunion d'urgence.

L'été risque d'être très chaud pour Barkat.

W. Z.

CENTRE NATIONAL D'EXPERTISE MÉDICALE
DU PERSONNEL NAVIGANTLe maillon fort de la chaîne
de sécurité aérienne

Des journées portes ouvertes sur le Centre national d'expertise médicale du personnel navigant (CNEMPN) de Aïn-Naâdja ont été organisées, jeudi dernier, en direction de la presse nationale. Une initiative qui vise à souligner le rôle déterminant du centre dans la sécurité des vols, tant militaires que civils.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - L'aptitude des personnels navigants technique et commercial demeure, en effet, le maillon fort dans la chaîne de sécurité aérienne.

Les risques de maladies cardiovasculaires, rhumatismales et métaboliques (diabète) sont de 90 à 95 % supérieurs chez les personnels de la navigation aéronautique et maritime, militaire et civile, en raison de l'altitude et des changements de la pression.

Doté d'équipements de très haute technologie le CNEMPN, qui relève de la Direction centrale des services de santé militaire (1^{re} Région militaire) assure depuis sa création en 1969 les expertises médicales des candidats à l'admission pour un poste d'emploi dans le domaine de l'aéro-

nautique, ainsi que les expertises médicales périodiques au profit des personnels spécifiques de l'Armée nationale populaire et des compagnies aériennes civiles (pilotes, stewards, hôtesses de l'air), mais également des contrôleurs aériens.

Selon le directeur dudit centre, le colonel Senouci Berekci Ibrahim Khalil, «le CNEMPN permet au commandement des forces aériennes et aux compagnies de transport aérien d'avoir une disponibilité opérationnelle de leurs personnels sur les plans physique et psychique».

Les expertises du CNEMPN se font conformément aux normes d'aptitude médicale spécifiques aux personnels de l'aéronautique et aux recommandations de l'organisation de

l'aviation civile internationale, en conformité avec la Convention de Chicago de 1944, modifiée et complétée.

«Le processus d'expertise passe par plusieurs étapes : la biologie, la radiologie la cardiologie l'Orl, l'ophtalmologie et la psycho-psychiatrie», explique encore le colonel Senouci-Berekci qui souligne dans ce cadre que le «CNEMPN est également un espace de formation et de statistiques sur les maladies professionnelles des personnels navigants et un cadre d'échange d'expertises entre les différents pays dans ce domaine».

L'expertise aboutit, si aucune anomalie n'est décelée sur la personne examinée, à la délivrance d'un certificat d'aptitude. Un document prouvant la bonne santé du candidat est, en effet, obligatoire au renouvellement des licences de vols du personnel navigant.

Chaque jour, ce sont environ 140 personnes qui

sont expertisées au niveau du centre de Aïn-Naâdja.

Le CNEMPN assure, en outre, d'autres prestations au profit des personnels militaires plongeurs et sous-marinières, des personnels de la Protection civile et de la direction générale de la Sûreté nationale dans les domaines aéronautique et maritime et, enfin, des personnels de toute entreprise exerçant dans le domaine du transport maritime.

Annuellement, plus de 10 000 actes d'expertise sont réalisés au profit du personnel navigant, pour une capacité théorique de 36 000 actes.

Deuxième du genre, à l'échelle africaine, le centre d'expertise médicale de Aïn Nadja aspire à devenir un organisme de référence au niveau régional et rayonner sur tout le continent africain.

Il peut, en effet, prendre en charge l'expertise médicale des armées et compagnies aériennes africaines.

L. M.

ZONE PÉTROLIÈRE

DE SKIKDA

Chakib Khelil

se montre rassurant

Un député de Skikda a interpellé, jeudi, à l'occasion d'une plénière de l'Assemblée, le ministre de l'Energie et des Mines sur le danger que représente la zone pétrolière située à proximité immédiate de cette ville côtière.

A cela, Chakib Khelil a assuré que Sonatrach a pris les dispositions préventives pour assurer la protection des biens et des personnes.

Il a, en outre, précisé que les dispositifs d'intervention rapide lors des accidents ont été renforcés à travers l'élaboration d'un programme de constat et de renouvellement des systèmes de prévention, la mise en place d'un système de contrôle à distance et la création de centres de contrôle opérationnels pour cerner l'accident.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Sonatrach a acquis des moyens d'intervention pour lutter contre les incendies ainsi que des hôpitaux mobiles spécialisés dans les catastrophes industrielles. Notons que le député de Skikda a proposé la création d'une ville nouvelle à l'instar du projet de Hassi-Messaoud.

Lors de cette séance plénière, le ministre des Travaux publics est revenu sur le projet de route transsaharienne qui doit relier l'Algérie au Nigeria.

A ce titre, Amar Ghoul a annoncé la réalisation de 1 000 km au courant de cette année et de 300 autres qui seront achevés au début de l'année prochaine.

Pour ce qui est de l'autoroute Est-Ouest, le ministre a insisté sur son parachèvement dans «les délais impartis», soit «avant juillet 2010».

T. H.